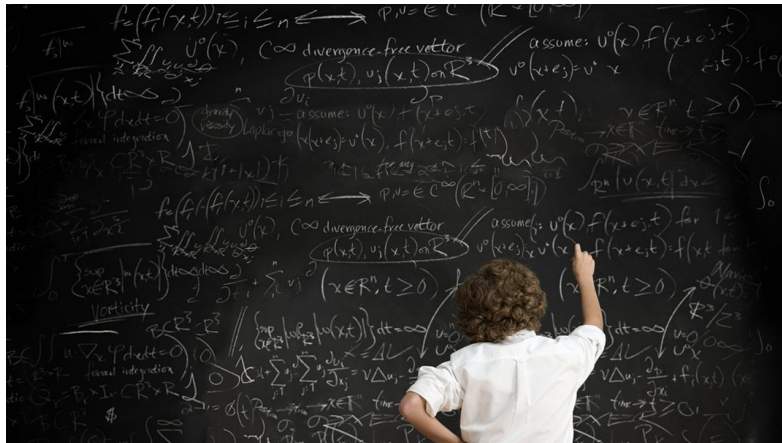




## Lycées : le retour des maths « pour tous » fait des vagues



Après l'annonce du retour des mathématiques dans le tronc commun de la classe de première, les enseignants s'interrogent sur la mise en oeuvre. Les chefs d'entreprise saluent l'annonce, tout en disant qu'elle ne suffira pas. Et le secrétariat général pour l'Investissement, placé auprès de Matignon, promet 100 millions d'euros pour « réenchanter les maths ».

Bruno Le MairePap Ndiaye

Publié le 16 nov. 2022 à 17:12Mis à jour le 16 nov. 2022 à 17:23

Dans les allées de la maison de l'Unesco, à Paris, où se sont tenues durant trois jours les Assises des mathématiques, les conversations bruissaient du « retour de l'enseignement des mathématiques » pour tous les lycéens de première, annoncé dimanche par le ministre de l'Éducation. À partir de la rentrée 2023, les mathématiques deviendront « obligatoires, dans le cadre du tronc commun, pour tous les élèves qui ne prennent pas la spécialité mathématiques », a affirmé Pap Ndiaye, dimanche, dans une interview aux « Echos ».

C'était « catastrophique de les avoir supprimées de la première et de la terminale », a glissé Florent Menegaux, président de Michelin, à la tribune des Assises, en évoquant la réforme du lycée du quinquennat précédent. C'est un sujet qu'il faut prendre à bras-le-corps « dès la maternelle », a-t-il dit encore.

Florent Menegaux s'interroge même sur l'idée de réactiver les tests de mathématiques pour les embauches dans l'entreprise, comme Michelin le faisait au début du siècle dernier. Il a évoqué le rôle des mathématiques dans la souveraineté industrielle - « Nos usines les plus performantes sont en Chine, elles devraient être en France, là où nous avons accumulé le savoir-faire le plus ancien. »

« Un enjeu de souveraineté économique »

Le directeur général de Saint-Gobain, Benoît Bazin, a expliqué, lui aussi, que son entreprise « fait appel chaque jour aux mathématiques », pour la conception de matériaux innovants, les processus de fabrication, la modélisation informatique ou encore les politiques tarifaires. « Je ne pense pas qu'on rende service à notre jeunesse en lui permettant d'échapper à un enseignement structurant et utile des mathématiques », a-t-il souligné.

Au gouvernement, l'alerte lancée par le CNRS a été entendue - « La situation des mathématiques est très préoccupante, elle sera catastrophique si nous ne faisons rien », avait averti lundi le président du CNRS, Antoine Petit. « Nous devons, à tous les niveaux d'études, dédramatiser l'apprentissage des mathématiques [et] montrer que tout le monde peut apprendre les maths », a insisté la ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Sylvie Retailleau.

Tandis que le ministre de l'Economie y voit « un enjeu de souveraineté économique ». « Il en va de notre indépendance » pour « moderniser, réindustrialiser et décarboner notre pays », a insisté Bruno Le Maire. 100 millions pour « réenchanter » les maths »

Encore faut-il « réconcilier » les élèves avec la discipline. Le secrétaire général pour l'Investissement, Bruno Bonnell, placé auprès de Matignon, a promis mardi de consacrer 100 millions d'euros à « l'attractivité des maths ». « Comment réenchanter les mathématiques ? a-t-il lancé aux experts des Assises, en leur demandant de lui faire des propositions. Faut-il des Olympiades ? Des concours ? Des pubs à la télé ou sur les réseaux sociaux ? » Le résultat des courses est attendu en janvier.

En attendant, les sociétés savantes se demandent comment mettre en oeuvre l'horaire additionnel de mathématiques en première annoncé par Pap Ndiaye . « Annoncer 1 heure 30 de maths en plus dans le tronc commun et dire que tout le monde doit faire des maths, c'est une bonne chose, mais la mise en oeuvre ne relèvera pas d'une formule magique », s'inquiète une enseignante-chercheuse. Car l'option maths complémentaires de la classe de terminale va accueillir des élèves qui auront eu 1 h 30 de maths par semaine et d'autres qui auront suivi la spécialité mathématiques à raison de 4 heures par semaine.

« Comment fait-on, concrètement ? se demande-t-elle. Faut-il changer le programme de la spécialité en première ? Changer le programme du tronc commun ? Changer le programme de l'option maths complémentaires en terminale ? » Comme d'autres, elle glisse : « Pap Ndiaye a enfin annoncé qu'il voulait travailler avec les sociétés savantes de mathématiques. C'est très bien, mais il faut qu'il le fasse. »

